



Chapitre 13 Quels enjeux éthiques dans l'activité des organisations ?

L'objectif n'est pas ici de procéder à une analyse théorique de la notion d'éthique. Il s'agit d'en donner une définition élémentaire et de rappeler les événements à l'origine du questionnement éthique dans les organisations (pratiques de corruption, grandes affaires financières, etc.). Il s'agit aussi, par l'étude d'exemples concrets, de montrer que l'action d'une organisation peut :

- Soulever des questions d'ordre éthique lorsque sa sincérité peut être questionnée (lobbying, green washing, social washing, etc...),
- Permettre de lutter contre des pratiques posant des questions d'éthique : atteinte à la vie privée ou à la dignité, discriminations au travail (mesures en faveur de l'égalité femmes-hommes, contre les discriminations raciales, pour la diversité, pour la prise en compte du handicap, etc...).

1. Comment l'éthique dans les affaires est devenue une préoccupation managériale ?

L'éthique est l'ensemble des valeurs ou principes fondamentaux qui vont au-delà des exigences légales de la société. Elle trouve ses racines historiques dans la pensée philosophique de la Grèce antique.

L'éthique des affaires s'est imposée grâce à des groupes de pression qui ont refusé de faire des profits au détriment de valeurs. Ainsi des affaires financières et des pratiques de corruption ont pu être dénoncées. Les organisations, tout en poursuivant leurs propres buts, tiennent désormais compte des attentes et des contraintes de l'environnement. La surveillance des organisations et la dénonciation des pratiques non conformes à l'éthique sont favorisées par les réseaux sociaux.

- ❖ L'éthique dans les affaires, c'est-à-dire les principes éthiques dans la gestion et la conduite des organisations, est ainsi devenue un enjeu managérial. Aussi, les organisations mettent en place et communiquent leur système de valeurs à l'aide d'un code de déontologie ou d'une charte éthique.

2. Quelles sont les organisations concernées par les questions éthiques ?

Les organisations non gouvernementales (ONG) agissent pour questionner et développer la responsabilité environnementale, la consommation responsable, mais également la responsabilité sociale et sociétale. Les organisations gouvernementales et territoriales, chargées de mettre en place les décisions de l'état, permettent la régulation des affaires de l'État. Citons :

- *Les administrations gouvernementales* qui dépendent des ministères : hôpitaux publics, éducation

nationale, gendarmerie, police nationale...

- **L'administration territoriale assurée par les collectivités territoriales** : communes, départements, régions, collectivités d'outre-mer, établissements publics de coopération intercommunale...
- **Les entreprises publiques** chargées par l'État de gérer une activité de service public : cité de la musique, RATP, Comédie Française... et qui ont le statut d'établissements publics industriels et commercial (EPIC).

Des organismes de contrôle comme la Cour des comptes sont garants de la bonne utilisation des fonds publics.

Par extension, toutes les organisations sont concernées par les questions éthiques dans leur activité.

- **Les questions d'ordre éthique soulevées par ces organisations** concernent les pratiques de lobbying, de *greenwashing*, de *socialwashing*, et de la RSE *washing*. Parfois la sincérité de la mise en œuvre d'une démarche éthique dans les organisations, notamment concernant les principes de responsabilité sociale et environnementale, est questionnée.

Notons que les organisations non gouvernementales jouent un rôle particulier en luttant contre les pratiques posant des questions éthiques.

3. Quelles sont les actions mises en œuvre pour lutter contre les pratiques contraires à l'éthique ?

- ❖ **Les pratiques qui posent des questions éthiques sont le harcèlement**, la discrimination dans les relations de travail, l'égalité hommes-femmes, l'atteinte à la vie privée, la prise en compte du handicap, la corruption et les affaires financières.

Mises sous pression par le législateur, les actionnaires ou les clients, les organisations savent qu'on leur demande plus que la seule qualité des produits ou services qu'elles fournissent.

Les organisations jouent par conséquent un rôle actif pour lutter contre ces pratiques, en favorisant la transparence de leurs propres pratiques, en luttant contre les pratiques de corruption, en produisant une comptabilité sincère. Elles véhiculent ainsi une image transparente de leurs activités et de leurs pratiques.

L'éthique est devenue **un enjeu de management pour les organisations**, un moyen de se démarquer de leurs concurrents de manière très positive tout en apportant leur soutien à une cause noble. Véhiculer des valeurs et les mettre concrètement en application est devenu un enjeu stratégique pour les organisations qui interviennent dans un environnement complexe, en perpétuel mouvement, dont elles doivent tenir compte.

4. Comment les organisations intègrent-elles des préoccupations civiques ?

Les organisations montrent leurs préoccupations civiques par leur engagement dans des actions civiques telles le mécénat et la démocratie participative :

- **Les actions de mécénat** permettent de partager des valeurs humanistes : participation à des œuvres conduites en lien avec des partenaires engagés dans des actions d'intérêt général, qu'elles soient sportives, sociales, éducatives, financières, culturelles, médicales et de recherche, de solidarité internationale, et plus récemment environnementales.

Les trois formes principales de mécénat sont :

- **Le mécénat financier** (dons, cotisations, subventions...),
 - **Le mécénat en nature ou matériel et immatériel** (mise à disposition d'équipements, de brevets...) et
 - **Le mécénat de compétences ou humain** (mobilisation de savoir-faire, mise à disposition de compétences, bénévolat, congés solidaires, coformation, interventions...). Toutes les organisations peuvent être mécènes, quelle que soit leur taille, leur activité, leur implantation. Les bénéficiaires sont généralement les citoyens, mais aussi les établissements publics, les ONG et les associations.
- **Les actions de démocratie participative**, ou d'implication des salariés dans la vie de l'organisation, ou outils de participation citoyenne dans les organisations publiques, sont généralement menées après consultation.

Les organisations s'appuient sur les acteurs partenaires de leur écosystème engagés dans des actions d'intérêt général. Elles intègrent dans leurs actions les évolutions sociétales, environnementales et comportementales des parties prenantes, c'est-à-dire des acteurs liés à leur environnement : les citoyens dans les organisations publiques, les personnels, associés, clients et fournisseurs dans les organisations privées et les adhérents et salariés dans les organisations non gouvernementales.

Pour conclure, l'action des organisations liée à l'éthique managériale ne saurait être menée sans la prise en compte de toutes leurs parties prenantes.

5. Rendre l'information transparente

Les pouvoirs publics peuvent obliger les organisations à adopter un comportement éthique en présentant à ses parties prenantes une image transparente de son activité.

➤ **La réglementation oblige les entreprises à respecter les normes comptables**, c'est-à-dire un ensemble de règles communes qui permettent d'uniformiser et de rationaliser la présentation des informations comptables. Les sociétés qui font appel à des investisseurs financiers sont également dans l'obligation de leur présenter un certain nombre d'informations (rapport financier annuel notamment).

➤ **Les entreprises peuvent encore aller plus loin, en publiant chaque année par exemple le document de référence** (dont seule la partie financière est obligatoire, et ce uniquement pour les sociétés cotées). Il s'agit d'un document d'information présentant toutes les informations nécessaires pour évaluer l'activité, la situation financière, les résultats. Ce document d'information constitue un outil de communication en donnant aux parties prenantes (analystes financiers, investisseurs institutionnels ou actionnaires individuels), toutes les informations juridiques, économiques, financières et comptables concourant à une présentation exhaustive d'une société pour un exercice donné.

➤ **Au-delà de certains seuils de taille, les grandes entreprises sont également obligées de présenter une déclaration de performance extra-financière** qui synthétise et rend publiques toutes les informations sur les actions mises en place par l'entreprise pour respecter les principes du développement durable.